

NORDINE AÏT HAMOUDA

«Traiter notre histoire avec ses gloires et ses zones d'ombre»

Je viens de prendre connaissance de la contribution de MM. Cherif Mehdi et Mohamed Maarfia réservée aux colonels Amirouche et Haoues, publiée dans le Soir d'Algérie du 6 décembre 2011.

Ce texte est articulé autour de deux approches.

L'une éthique ; elle est à mes yeux la plus importante car elle éclaire enfin et de façon irréfutable le peuple algérien sur les crimes commis par Boumediene en temps de paix, actes qui ont engagé la nation dans un abîme sans fond. Pour ma part, j'éprouve, après le témoignage de M. Chérif Mahdi, soulagement et espoir. Le soulagement d'un fils atteint dans sa dignité et nié dans sa douleur, et l'espoir du citoyen qui constate que l'Algérie libérée de l'omerta peut prémunir les générations futures d'autres abominations maintenant que nous avons le courage de parler et que les responsabilités peuvent être identifiées. Plus classique, le deuxième aspect de l'écrit est consacré à la disparition des deux colonels, à la lecture du dispositif mis en

place par le général Massu dès le 25 mars sur leur chemin, aux relations qu'entretenait Amirouche avec Krim en 1958, au rapport de force qui prévalait entre les «3 B» à la même époque, au dossier de la «bleuïte», et, enfin, aux positions qu'allait défendre le colonel de la Wilaya III dans la réunion qui devait regrouper tous ses pairs.

Les deux auteurs, qui sont aussi acteurs, font état de leurs opinions avec leur sensibilité et leurs convictions.

Leur jugement sur Boumediene est sans appel et leur appréciation sur Boussouf, fondateur du système, est plus retenue. D'autres intervenants, dans ce dossier, ont adopté la démarche inverse. Cela fait partie du débat mais sur ces registres particulièrement, il y a désormais suffisamment d'écrits et de témoignages pour établir



Photo s: D. R.

la vérité des faits quant à la façon dont a été conduite la bataille qui a coûté la vie aux deux colonels et à leurs hommes, au contenu du rapport

que comptait exposer Amirouche à Tunis, aux raisons qui l'ont inspiré et sur les changements qu'il allait demander au nom des responsables de l'inté-

rieur qu'il avait réunis du 6 au 12 décembre 1958 en Wilaya II. Je tenais à saluer l'intervention de M. Chérif Mehdi.

En soulageant sa conscience, il alerte la nôtre. Le livre de Saïd Sadi a permis de libérer la parole sur un segment douloureux de notre passé. D'autres dossiers tout aussi tragiques attendent d'être abordés : l'assassinat d'Abane, prélude du malheur qui nous frappe aujourd'hui encore, l'exécution de Zoubir au Maroc et celle de Chabani au lendemain de l'indépendance, les éliminations de Krim, Khider, Mecili ou, plus près de nous, celle de Mohamed Bou-diaf qui sont autant de drames qui blessent nos mémoires et minent notre avenir.

Nous devons avoir le courage de traiter de notre histoire avec ses gloires et ses zones d'ombre dans la transparence et la sérénité si, vraiment, nous voulons épargner d'autres tragédies à nos enfants.

Nordine Aït Hamouda

Et ils osent parler de violence du FLN !

Dans votre livraison du 30 novembre 2011, votre correspondante à Paris, Khadidja Baba-Ahmed, dans un article intitulé «Sarkozy lance une offensive sans pareille pour laver l'OAS de tout crime», fait un compte-rendu du livre d'un certain Jean-Jacques Jordi auteur d'un ouvrage dont le titre est *Un silence d'Etat*.

Je vous remercie par avance de m'offrir l'hospitalité de vos colonnes pour attirer l'attention de vos lecteurs sur les fantaisies de cet «historien... plutôt classé à gauche» qui embraye de nouveau le moulin des «disparus civils européens». Dans le délire mémorialistes de l'OAS, il n'est pas du tout étonnant de rencontrer les thèses les plus fumistes érigées en «vérités vraies». Pour ce nouveau meunier, après les Accords d'Evian, un rapprochement se serait opéré «entre la mission C et le FLN prioritairement sur Alger et Oran». Hacq, chef de la mission C, et Lacoste seraient entrés en étroite relation avec moi, en tant que chef de la zone autonome d'Alger. Ainsi donc, j'aurai reçu d'eux «plusieurs listes de membres de l'OAS», listes que j'aurai utilisées pour «des actions» de représailles. Comprenez par «mission C» les barbouzes du général-président de Gaulle, chargés de la lutte contre l'OAS.

Autrement dit, mes compagnons et moi aurions été les instruments des chefs de cette force C. C'est-à-dire des supplétifs chargés des liquidations «en toute impunité», précise cet étrange historien qui aurait pu se renseigner auprès des acteurs qui sont encore vivants, même s'ils se raréfient avec le temps.

Pour sa gouverne et celle de tous les autres apprentis historiens, la mission qui a été confiée aux dirigeants de ce qui s'appellera la seconde zone autonome d'Alger, par le président du GPRA, Benyoucef Ben Khedda, était de faire respecter les Accords d'Evian. D'encadrer les populations afin qu'elles ne répondent pas aux provocations de l'OAS. Laquelle OAS avait été créée entre autres pour faire capoter le

cessez-le-feu, pour entraîner une intervention de l'armée d'occupation sous le prétexte de «protéger la communauté européenne». La stratégie de la terre brûlée n'a épargné personne. La chasse au faciès avait pour but d'excéder les Algériens pour les conduire vers l'irréparable : la transgression de l'interruption des hostilités.

La presse mondiale de l'époque rapportait avec force détails les exactions des nervis de l'OAS. C'est ainsi que nous avons connu «la journée des fatmas», celles des pompistes, des préparateurs en pharmacie, des marchands de quatre saisons et bien d'autres jours, tous plus sinistres les uns que les autres.

Plus de cent attentats par jour avec leur cortège de morts, plus de trois mille, et des milliers de blessés.

Ils ont été jusqu'à assassiner des malades sur les lits d'hôpitaux. Un gamin mort que nous avons récupéré de la morgue avait été éviscéré. Ces monstres lui avaient arraché les entrailles !

Et ils osent parler de violence du FLN ! Il est une thèse que même les biens pensants de l'autre rive défendent avec des «oh et des ah !» de salons qui a fait et qui fait encore florès : celle de la violence qui aurait été exercée des deux côtés !

Match nul quoi !

Pendant que nous ramassions les morts de l'attentat du port d'Alger qui avait fait un massacre parmi les dockers (plus de 70 morts), les saïcaires affidés à l'OAS nous canardaient à partir des terrasses des quartiers européens qui dominent les docks. Les ambulances de fortune constituées de véhicules de particuliers ont été également prises pour cibles.

Après cette énième tragédie, la population d'Alger, réclamant vengeance, avait décidé d'investir les quartiers européens. Nous avons contenu sa colère et c'est pour cela que nous avons procédé à la riposte du 14 mai 1962, en effectuant des opérations spectaculaires contre des repaires des ultras à travers toute la capitale.

Les contacts que nous avions c'était avec l'exécutif provisoire au Rocher Noir (auj. Boumerdès). Il se chargeait de recueillir les informations au peu d'autorité française qui demeurerait. Tout comme nous informions Vitalis Cross, le préfet igame d'Alger, ou le capitaine Lacoste, patron de la gendarmerie pour leur dire : «Voilà qui ils sont, où ils habitent, où ils se réunissent, où ils sont, qu'est-ce qu'ils préparent, où ils activent.» Mais jamais pour prendre des consignes quelconques. Notre mission était de faire baisser la tension pour garantir la tenue et le bon déroulement du référendum d'autodétermination de juillet.

Les desseins des extrémistes de l'OAS étaient tout à fait inverses. Les Européens qui portaient dans la précipitation et qui s'exilaient en France n'ont pas été exceptés par la politique du pire.

L'OAS exerçait des représailles contre ceux qui quittaient l'Algérie et qui selon leurs dires appliquaient la «politique d'abandon du général de Gaulle». Je ne vois pas l'intérêt pour nous, après sept ans et demi d'une lutte âpre et meurtrière pour le recouvrement de notre liberté, de refuser le cessez-le-feu durement arraché, qui constituait à nos yeux une victoire face à un ennemi qui nous a imposé une guerre totale. Pourtant, nous savions et nous étions conscients que le cessez-le-feu n'était pas l'indépendance, mais qu'il n'était qu'un pas de plus vers la paix.

De plus, l'OAS défiait déjà l'autorité française. Il faut dire que celle-ci était bien complaisante à l'égard des suppôts de Salan et Degueldre qui se manifestaient avec leur démenche coutumière même dans le saint des saints qu'était à l'époque la métropole. Combien d'intellectuels en vue, d'anticolonialismes avaient été visés ? Pour la seule journée du 7 février 1962, à Paris, dix bombes au plastic ont explosé devant les domiciles d'hommes politiques, d'écrivains, d'acteurs et de journalistes qui affichaient la moindre des sympathies pour notre combat. On dénombrera sept bles-

Par le commandant Azzedine



sés. Parmi ces blessés, la petite Delphine Renard, une enfant de quatre ans qui avait la malchance d'habiter le même immeuble qu'André Malraux, célèbre écrivain s'il en est et ministre de la Culture (1959 à 1969). Ce drame émeut toute la France et jette une lumière crue sur les tueurs des tenants de l'Algérie française.

De Gaulle lui-même n'avait pas échappé à la furie des assassins présentés souvent par la presse de droite comme des desperados presque excusables. Il a été plusieurs fois leur cible, notamment en septembre 1961 et en août 1962.

Aujourd'hui, je ne comprends vraiment pas comment des responsables politiques français au plus haut niveau persistent à se réclamer du gaullisme quand on décore un général putschiste comme l'ex-colonel Hélié Denoix de Saint-Marc, un des animateurs de la tentative de coup d'Etat d'avril 1961, condamné par un tribunal militaire la même année, embastillé jusqu'à l'amnistie de 1966, puis passé au lave-linge en 1978 par le président Giscard d'Estaing. Le voici magnifié par M. Sarkozy. La France de 2011 n'aurait-elle donc plus de grands esprits ou de héros à célébrer pour qu'elle aille fouiller dans ses corbeilles, à la recherche de tortionnaires comme Marcel Bigeard pour les canoniser ?

L.C. A.